



Conseil Départemental 13

Communiqué de Presse

Dans le cadre des prémices du projet de loi France Travail, le gouvernement Macron annonce une réforme du RSA, visant à obliger les allocataires du RSA à effectuer gratuitement 20 heures de travail par semaine.

L'exclusion des travailleurs privés d'emplois de l'assurance chômage grossit irrémédiablement les rangs des bénéficiaires du RSA que le gouvernement et patronat veulent « réinsérer » par le travail gratuit !

Dans la droite lignée de la casse de l'assurance chômage, cette réforme marque une étape supplémentaire dans la casse généralisée de notre modèle de protection sociale et de la sécurité sociale.

Cette réforme inique s'ajoute aux nombreuses réformes et projets de réformes antisociale portés par le gouvernement Macron.

La perspective du Revenu Universel d'Activité et le « versement à la source » annonce le démantèlement des Caisses d'allocations Familiales, menace les missions de Pôle Emploi, des Missions Locales et du Conseil Départemental. Cela vise aussi la suppression de nombreuses prestations et allocations qui y sont rattachées.

Alors que l'argent existe pour répondre à l'ensemble des besoins sociaux, les choix gouvernementaux et patronaux financent les actionnaires :

- Les dividendes des grandes entreprises versés aux actionnaires atteignent des records tous les ans,
- La suppression des cotisations sociales et les milliards d'argent public octroyés aux grandes entreprises se font au détriment des services publics et de la sécurité sociale.
- Le patronat refuse de mettre les moyens dans les salaires et préfère se plaindre d'une soi-disant pénurie d'emploi.

Les conséquences de cette reprise en main par l'État annoncent le basculement d'un système de solidarité, à une logique de charité et d'asservissement.

Mais c'est aussi une véritable déclaration de guerre à l'ensemble des travailleurs ainsi qu'au droit du travail ! Cette réforme est la création d'un nouveau type d'emploi ultra précaire, une vraie aubaine pour le patronat détruisant progressivement les emplois à statuts. Cela entraînera la mise en concurrence des travailleurs, entre ceux qui seront en poste et ceux qui effectueront le même travail, sans salaires, ni droits. C'est une véritable remise en cause du salaire, une attaque contre le smic et les grilles conventionnelles car ce ne seront plus les patrons ni les employeurs qui paieront mais l'État avec l'argent des travailleurs !

A Marseille, comme dans de nombreuses villes du département, plus de 25 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. L'annonce de Martine Vassal de porter la candidature du Département des Bouches du Rhône à la phase expérimentale de la réforme du RSA est indigne.

Marseille, le 7 octobre